

COUCOU! LES REVOILÀ!...

Grâce à l'utilisation de la télévision d'État au service de la propagande d'État, on les a tous vus, revus... Pierre Mauroy, descendu de son beffroi de Lille, Jospin, Poperen, Fabius, venus de leur terre de colonisation, le petit Rocard de sa mairie de Conflans-Ste-Honorine, flanqué de Jacques Pommateau, clown triste, et des joyeux drilles de SOS Racisme.

Combien étaient-ils à défiler ce dimanche 23 novembre? Selon la préfecture de police, 45.000, devenus 100, 150, 200, 300.000 par la grâce médiatique.

Décidément, la politique de cohabitation a de biens curieux détours. J'ai entendu sur les étranges lucarnes Jacques Pommateau (1) soi-même déclarer *«qu'il ne manifestait pas pour la défense du "confort des enseignants"»*, autrement dit pour les revendications des personnels enseignants, mais pour la *«défense de l'école»*.

Quelle école? Celle mise à mal par Savary, dont le ministre actuel ne fait que continuer l'œuvre de destruction de l'enseignement public et laïque.

Tous ont oublié juin 1982, lorsque leur gouvernement a fait ce qu'aucun gouvernement n'avait jamais osé: suspendre purement et simplement les accords signés entre employeurs et syndicats.

Tous feignent d'oublier que l'offensive menée contre l'École publique ainsi que celle menée pour la privatisation des prisons n'est possible que dans le cadre de la loi de décentralisation, qui permet à la fois de livrer l'école aux groupes de pressions locaux et les prisons au grand capital privé.

A propos des prisons, on peut légitimement craindre de les voir un jour, par le biais de la privatisation, être gérées par... la mafia elle-même!

Il est vrai que la loi de décentralisation a été voulue et mise en œuvre par un ministre de l'Intérieur qui était en même temps maire de Marseille... Marseille?

Alexandre HÉBERT.

(1) Celui qui rêve d'unifier le mouvement syndical dans une sorte de travaillisme à la française, autrement dit celui dont l'action menace directement l'indépendance de notre mouvement syndical.